



---

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**  
Comité des technologies de l'information et de la communication**Troisième session**

Bangkok, 20-22 novembre 2012

Point 7 de l'ordre du jour provisoire\*

**Renforcement des capacités régionales en matière de technologies de l'information et de la communication au service du développement****Rapport du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur ses activités durant la période 2010-2012****Note du secrétariat***Résumé*

Le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (CAPFTIC) a pour mission d'aider les 62 membres et membres associés de la Commission à se doter des capacités humaines et institutionnelles leur permettant d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) aux fins de leur développement socioéconomique. Depuis sa création en 2006, le Centre a organisé ses activités, en exécution de son mandat, autour de quatre piliers interdépendants: formation, recherche et partage du savoir, services consultatifs, et promotion de la coopération multilatérale. Ensemble, ces quatre piliers constituent un tout intégré axé sur le renforcement des capacités en matière de TIC, de telle sorte que chacun d'entre eux accroît la portée et l'impact des trois autres. Le présent rapport décrit les progrès réalisés par le Centre dans l'exécution de son programme de travail depuis la deuxième session du Comité des technologies de l'information et de la communication, tenue en novembre 2010.

L'Académie pour l'initiation aux TIC des responsables publics (l'Académie) constitue le programme phare du pilier formation. Au cours de la période considérée, ce programme a pris une ampleur significative et il fonctionne maintenant dans 26 pays de la région selon le principe de la prise en charge locale. Le Centre et ses partenaires ont organisé des activités de formation d'instructeurs et d'autres ateliers de renforcement des capacités aux niveaux régional, sous-régional et national, en utilisant les modules de formation du programme. Étant donné la diversité de la région de l'Asie-Pacifique, le Centre a aussi donné la priorité à l'adaptation locale, conduite en partenariat, de son programme, lequel est disponible en neuf langues. Il a en outre élaboré deux nouveaux modules de formation pour l'application des TIC à la gestion des risques de catastrophe et aux changements climatiques et a mis à jour le contenu des huit modules existants de

\* E/ESCAP/CICT(3)/L.1

manière à refléter les progrès les plus récents en matière d'informatique. Ces modules mis à jour ont été présentés sous la désignation «Académie 2.0». Le programme a bénéficié d'un apport substantiel, en espèces et en nature, de ses partenaires nationaux, ce qui constitue une indication encourageante de l'intérêt qu'ils lui portent et de l'utilité qu'ils lui reconnaissent pour satisfaire leurs besoins locaux. L'utilisation de la version en ligne du programme, désignée sous l'appellation «Campus virtuel du CAPFTIC» s'est rapidement développée pendant la période considérée, et cette ressource a été largement adoptée par un certain nombre de partenaires, notamment l'Inde et l'Indonésie.

Le Centre a élargi le groupe de ses bénéficiaires grâce au programme «Faire des jeunes d'aujourd'hui les dirigeants de demain», qui vise à faire prendre conscience aux futurs dirigeants du potentiel qu'offrent les TIC pour l'accélération du développement socioéconomique. Dans le cadre de ce programme, le Centre a mis au point à l'intention des jeunes une publication en série d'initiation à l'utilisation des TIC pour le développement, qui est conçue comme un outil pédagogique pour développer la place faite à cette question dans les programmes universitaires. Un programme régional de formation d'instructeurs a été organisé pour constituer une réserve locale de spécialistes chargés de favoriser l'implantation du programme au niveau national. Le premier numéro de Série d'initiation aux TIC a été introduit dans six pays ou sous-régions dans les quelques mois qui ont suivi son lancement et est actuellement en cours d'introduction dans le programme d'études d'un certain nombre d'universités.

S'agissant du pilier formation, le Centre et ses partenaires ont organisé au total 82 ateliers et stages de formation pendant la période considérée. Ces activités, jointes aux inscriptions en ligne pour le programme virtuel de l'Académie, ont intéressé 4972 participants.

S'agissant du programme de recherche et de partage du savoir, le Centre a fait paraître, avec l'aide du Gouvernement de la République de Corée, les deux premiers numéros d'une publication en série sur le partage du savoir. Le premier d'entre eux porte sur le renforcement des institutions traitant de l'utilisation des TIC pour le développement, et le second sur la cybersécurité. Pendant la période considérée, le Centre a également constitué un réseau de praticiens (Communautés de pratique), qui permet aux participants d'échanger en ligne des connaissances et des pratiques performantes concernant des questions liées à l'utilisation des TIC pour le développement. Reconnaissant l'importance du suivi et de l'évaluation systématiques de ses programmes de renforcement des capacités, le Centre met au point un guide en la matière qui est à l'essai sur le terrain et doit permettre à ses partenaires de mieux saisir le progrès et l'impact de l'Académie. En sa qualité de pôle régional pour le renforcement des capacités et le partage du savoir sur les questions relatives à l'application des TIC pour le développement, le Centre a offert un cadre de coopération multilatérale et favorisé une concertation efficace lors de son Forum régional quinquennal Asie- Pacifique sur le développement des capacités humaines en matière de technologies de l'information et de la communication, qui s'est tenu à Incheon et Cheonan (République de Corée) du 24 au 28 octobre 2011. Ce forum a réuni environ 250 participants, dont des décideurs de haut niveau de 38 pays et 8 organisations régionales/internationales. Il a accru la visibilité du Centre et de l'activité de la CESAP en République de Corée et dans la région Asie-Pacifique. Il a également concouru à l'action menée par le Centre pour mobiliser des ressources.

Dans la poursuite de ses activités, le Centre redoublera d'efforts en vue de répondre à la demande croissante émanant des États membres de la CESAP pour ses programmes et services. Il s'efforcera également d'améliorer encore la qualité de ses programmes de formation et d'élargir le groupe de leurs bénéficiaires.

## Table des matières

I.	Introduction .....	3
A.	Rappel des faits .....	3
B.	Liaisons institutionnelles .....	4
II.	Alignement du programme de travail sur les besoins régionaux en matière de développement des capacités humaines de TIC pour le développement.....	4
III.	Résultats et réalisations obtenus depuis la dernière session du Comité des technologies de l'information et de la communication .....	6
A.	Formation .....	6
B.	Plateforme numérique pour l'apprentissage en ligne .....	12
C.	Plateforme numérique pour le partage du savoir.....	13
D.	Recherche .....	14
E.	Services consultatifs .....	16
F.	Promotion de la coopération multilatérale.....	16
G.	Activités de vulgarization et partenariats .....	17
H.	Questions diverses (Conseil d'administration).....	18
IV.	La voie à suivre .....	18
V.	Questions à examiner .....	20

### **I. Introduction**

#### **A. Rappel des faits**

1. La Déclaration de principes et Plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information dispose que «Chacun devrait avoir la possibilité d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour pouvoir jouer un rôle actif dans la société de l'information et l'économie du savoir». <sup>1</sup> Dans l'Engagement de Tunis, adopté le 18 novembre 2005, les représentants des peuples du monde ont estimé que dans la mise en place d'infrastructures des TIC, il faudrait privilégier le développement des capacités humaines. <sup>2</sup> Le Plan d'action préconise aussi une coopération internationale et régionale pour le renforcement des capacités et insiste sur la nécessité de créer une masse critique de professionnels et de spécialistes des TIC qualifiés et compétents.

2. Donnant suite à cet appel à l'action du Sommet, la Commission a adopté la résolution 61/6 du 18 mai 2005, et le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (CAPFTIC) a été institué et inauguré le 16 juin 2006 à

<sup>1</sup> Voir A/C.2/59/3, annexe.

<sup>2</sup> Voir A/60/687.

Incheon (République de Corée) en tant qu'institution régionale de la Commission chargée d'aider les 62 membres et membres associés de la Commission à constituer les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour utiliser les technologies de l'information et la communication aux fins de leur développement économique. En exécution de ce mandat, le programme du Centre s'articule autour de quatre piliers interdépendants: formation, recherche et partage du savoir, services consultatifs, et promotion de la coopération multilatérale. Ensemble, ces quatre piliers constituent un tout intégré ayant pour objectif le renforcement des capacités humaines pour l'utilisation des TIC aux fins du développement.

3. Le Centre a été créé initialement pour cinq ans (2006-2011). Dans sa résolution 66/14, du 19 mai 2010, la Commission, prenant note d'un rapport sur l'évaluation du Centre<sup>3</sup> qui faisait l'éloge de ses bonnes performances et recommandait la poursuite de ses activités, a décidé que le Centre poursuive ses activités au-delà de son mandat initial de cinq ans.

## **B Liaisons institutionnelles**

4. Le CAPFTIC relève du sous-programme 5 «Technologies de l'information et de la communication et réduction des risques de catastrophe», des cadres stratégiques de la CESAP pour 2010-2011<sup>4</sup> et 2012-2013,<sup>5</sup> et, plus particulièrement de la rubrique d) relative à l'amélioration de la capacité institutionnelle.

5. Le Conseil d'administration du CAPFTIC comprend les représentants de huit membres et membres associés de la CESAP et un représentant du pays hôte, la République de Corée. Le Conseil est élu pour trois ans. À sa soixante-huitième session, la Commission a élu membres du Conseil pour la période 2012-2015 les pays suivants: Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande.<sup>6</sup>

## **II. Alignement du programme de travail sur les besoins régionaux en matière de développement des capacités humaines de TIC pour le développement**

6. De nombreuses études ont montré que les TIC jouent un rôle clef dans la croissance économique et le développement social. Ainsi, une enquête réalisée dans des pays à revenu faible ou intermédiaire a montré que 4 sur 10 des femmes avaient amélioré leurs revenus et leurs possibilités professionnelles du fait qu'elles possédaient un téléphone mobile.<sup>7</sup> En outre des estimations ont indiqué que d'ici à 2020 des applications des TIC

<sup>3</sup> E/ESCAP/66/18

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 6 (A/63/6/Rev.1)*, programme 15.

<sup>5</sup> Ibid., *soixante-cinquième session Supplément n° 6, (A/65/6/Rev.1)*, programme 15.

<sup>6</sup> Voir *Document officiels du Conseil économique et social, 2012, Supplément n° 19 (E/2012/39-E/ESCAP/68/24)*, para.153

<sup>7</sup> Fondation Cherie Blair pour les femmes, GSMA and Vital Wave Consulting, *Women & Mobile: A Global Opportunity – A study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries* (GSMA, Londres, 2010). Voir [www.cherieblairfoundation.org/our-work/mobile-technology-programme/women-and-mobile-a-global-opportunity](http://www.cherieblairfoundation.org/our-work/mobile-technology-programme/women-and-mobile-a-global-opportunity).

pourront aider à réduire d'environ 15 % les émissions mondiales de carbone.<sup>8</sup>

7. Malgré les effets positifs et largement reconnus des TIC, il n'en reste pas moins très difficile de faire bénéficier l'ensemble de la région Asie-Pacifique de leurs avantages. L'Union internationale des télécommunications a souligné que le taux de pénétration des TIC – Internet, téléphone mobile, large bande et téléphonie – sont plus faibles dans la région Asie-Pacifique que dans le reste du monde. En outre, la fracture numérique est dans la région parmi les plus fortes du monde comme en témoigne le fait que, dans l'indicateur du développement informatique, les pays de la région se situent de la 1<sup>ère</sup> à la 143<sup>ème</sup> place.<sup>9</sup>

8. Pour que les pays en développement de l'Asie et du Pacifique parviennent à réduire la fracture numérique et à atteindre leurs objectifs de développement grâce à l'utilisation efficace des outils informatiques, le recours à la technologie est certes nécessaire, mais il n'est pas suffisant. L'édification d'une capacité humaine spécialisée est essentielle pour que ces pays puissent pleinement exploiter les instruments et les possibilités qu'offrent les TIC et elle représente un élément clef s'agissant d'apporter des solutions novatrices aux problèmes du développement, notamment la réduction de la pauvreté, l'élimination des inégalités entre les sexes et l'action à mener face aux changements climatiques.

9. Il est bien connu que la région Asie-Pacifique connaît une pénurie d'informaticiens qualifiés, le nombre de spécialistes dans ce domaine n'ayant pas augmenté parallèlement à l'explosion de la demande. La multinationale américaine de technologie et de conseil IBM prévoit qu'entre 2010 et 2020, la Chine, le Japon, l'Inde, les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe seront confrontés à une pénurie de 32 millions de spécialistes solidement formés.<sup>10</sup> Une autre étude fait valoir qu'à moins que la capacité de formation des collèges, universités et institutions privées n'augmente d'au moins 100 %, la région Asie-Pacifique connaîtra chaque année un déficit d'environ 5 millions d'informaticiens.<sup>11</sup>

10. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande de spécialistes des TIC n'est toutefois que l'un des aspects du problème lorsqu'il s'agit de renforcer les ressources humaines dans ce secteur. Une multiplicité de compétences et de groupes est nécessaire pour édifier une société de l'information comprenant notamment des spécialistes des TIC, des utilisateurs, du personnel d'encadrement, des éducateurs, des concepteurs (chercheurs, consultants et professeurs), des planificateurs et des spécialistes de l'infrastructure.

<sup>8</sup> Association for Progressive Communications and Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries, *Global Information Society Watch 2010: Focus on ICTs and environmental sustainability* (APC et Hivo, 2010). Voir [www.giswatch.org](http://www.giswatch.org).

<sup>9</sup> Union internationale des télécommunications "Mesurer la société de l'information 2011" (Genève 2011). Voir [www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/index.html](http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/index.html).

<sup>10</sup> Edward E Gordon, 2005, "The 2010 Meltdown: Solving the Impending Jobs Crisis", (Greenwood éditeur, 2005).

<sup>11</sup> Ravi, Raina, "ICT Human Resource Development in Asia and the Pacific: Current Status, Emerging Trends, Policies and Strategies", document rédigé pour le Forum régional sur le renforcement des capacités de TIC, Où en sommes nous, où allons nous et que faut-il pour répondre aux besoins? Incheon (République de Corée), 5-6 mars 2007, Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement. Voir <http://www.unapcict.org/ecohub/resources/ict-human-resource-development-in-asia-and-the>.

11. La constitution d'une capacité en matière de TIC chez les fonctionnaires des gouvernements est particulièrement importante étant donné le rôle majeur de ce groupe dans l'élaboration des politiques nationales. Comme on l'a noté dans le Plan d'action du Sommet mondial de la société de l'information, «les gouvernements jouent un rôle essentiel dans l'élaboration et la réalisation, à l'échelle nationale, de cyberstratégies globales, tournées vers l'avenir et durables». <sup>12</sup> Au titre de son pilier formation, le Centre a donc fait des efforts concertés pour tenir compte des besoins actuels des décideurs, ainsi que des jeunes, qui représentent les dirigeants de l'avenir. En outre, comme on le verra à la section relative à la promotion de la coopération multilatérale (para 44) du présent document, le Centre a organisé, en octobre 2011, le deuxième Forum régional Asie-Pacifique sur le développement des capacités humaines en matière de technologie de l'information et de la communication, afin d'évaluer les besoins émergents des États membres et d'en tenir compte dans son plan de travail.

### **III. Résultats et réalisations obtenus depuis la dernière session du Comité des technologies de l'information et de la communication**

12. Depuis la deuxième session de Comité, qui a eu lieu en novembre 2010, le Centre a fait des progrès sensibles pour appliquer et développer ses programmes de renforcement des capacités dans ses quatre grands domaines d'activité. Ce processus a été guidé par l'accroissement de la demande des services du Centre dans la région ainsi que par l'évolution du secteur des TIC.

#### **A Formation**

13. Le Centre a adopté, en se fondant sur la demande, un programme à long terme, de manière à éviter toute démarche fragmentaire. L'approche retenue comprend la participation stratégique des États membres et partenaires dès le stade initial. Le Centre a également mis l'accent sur la prise en charge nationale afin d'optimiser l'impact et la durabilité du programme. En outre, la stratégie d'exécution a été établie selon les principes suivants: promotion de la localisation et de l'adaptation du contenu déterminées par les partenaires; constitution d'un réservoir de spécialistes-conseils locaux pour permettre l'institutionnalisation des programmes dans les cadres nationaux de renforcement des capacités; et mise à disposition de moyens de formation multiples.

14. Le programme phare du Centre en matière de formation est l'Académie du CAPFTIC pour l'initiation aux TIC des responsables publics. Il a pour objet de renforcer les capacités des dirigeants et des fonctionnaires dans l'utilisation des TIC pour la réalisation des objectifs nationaux de développement. Il s'agit d'un programme d'ensemble, de forme modulaire, dont l'introduction au niveau national se fait en collaboration entre le Centre et un large réseau de partenaires. Comme les autres programmes du Centre, l'Académie a été conçue, développée et appliquée selon une approche participative et inclusive.

---

<sup>12</sup> Voir A/C.2/59/3, annexe, sect. B, para. 3 a).

15. Le programme de l'Académie a été lancé le 16 juin 2008, parallèlement à la Réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) tenue à Séoul. Depuis lors, il a été introduit dans 26 pays de la région Asie-Pacifique à savoir: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kiribati, Kirghizistan, Maldives, Mongolie, Myanmar, Nioué, Nauru, Ouzbékistan, Palaos, Philippines, République démocratique populaire lao, Samoa, Tadjikistan, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vietnam.

16. Élaboration de nouveaux modules: Les huit premiers modules de formation de l'Académie, lancés en 2008, allaient en portée, de questions de base à des sujets plus complexes. Pendant la période considérée, eu égard à la forte demande des États membres, le Centre a établi les modules suivants: «les TIC et la gestion des risques de catastrophe» (module 9) et «les TIC et les changements climatiques» (module 10). Ces modules traitent de deux thèmes critiques de l'ordre du jour mondial de développement pour lesquels il est nécessaire de renforcer les capacités des dirigeants. Comme par le passé, le Centre a élaboré ces deux modules en fonction d'une évaluation des besoins réalisée grâce à des consultations avec plus de 30 experts de 12 pays. En outre, plus de 30 experts des TIC, appartenant à 21 pays, ont participé à l'examen des projets de modules. Le Centre s'emploie à affiner encore le contenu du module 10 pour qu'il réponde plus étroitement aux besoins du groupe cible.

17. Localisation du contenu: Étant donné la diversité de la région Asie-Pacifique, le contenu de la formation de l'Académie doit être adapté aux besoins locaux de manière à permettre d'atteindre plus efficacement les groupes cibles aux niveaux national et sous-régional. Le Centre a donc accordé la priorité, à sa traduction dans différentes langues par les partenaires concernés, ainsi qu'à son adaptation aux conditions nationales. Les modules de l'Académie sont actuellement disponibles en neuf langues. Ils ont été créés en anglais, et des versions en bahasa indonésien et russe ont été introduites au cours de la période examinée précédemment. Plus récemment, les partenaires du Centre ont traduit les modules en khmer, mongol, birman (modules 1-3), pashto, tadjik et vietnamien. Des traductions en azéri, mandarin et bangla devraient être réalisées prochainement.

18. Les partenaires ont investi d'importantes ressources dans la localisation du contenu des modules, réaffirmant ainsi l'intérêt qu'ils portent au programme. Les versions localisées ont permis de donner une plus large diffusion aux modules et de promouvoir l'institutionnalisation du programme dans les cadres nationaux de formation. Ainsi, la version russe est utilisée dans de nombreux pays d'Asie centrale et la version bahasa indonésien a été utilisée pour la formation des directeurs des services de l'information en Indonésie et d'autres personnels au Timor-Leste. Au Myanmar, 500 exemplaires de la version traduite des modules 1 à 3 ont été distribués aux fonctionnaires et décideurs des différents ministères.

19. Outre la traduction, le Centre a encouragé ses partenaires nationaux à adapter les modules aux besoins de groupes particuliers et à sélectionner des études de cas à utiliser dans le cadre de la formation de l'Académie. Les participants peuvent ainsi mieux bénéficier du contenu des cours et apprécier son adaptation à leur propre situation. Dans ce contexte, une série de 12 études de cas sur l'utilisation des TIC aux fins du développement a

été compilée dans des pays russophones afin de compléter la version russe des modules de l'Académie.

20. Mise à jour des modules existants: La diffusion rapide des programmes de l'Académie a été rendue possible par la pertinence et la qualité du programme de formation. Les TIC constituant un domaine dynamique en rapide évolution, les partenaires de l'Académie et les participants à ses ateliers ont demandé que les modules soient périodiquement mis à jour. En réponse à cette demande, le Centre a procédé à la mise à jour des modules 1 à 8 en s'assurant les services des auteurs originaux. Pour veiller à ce que les besoins des États membres soient soigneusement pris en compte au cours de la révision, le Centre a procédé en 2011 à une enquête en ligne et a adressé un questionnaire à 47 fonctionnaires et experts des organismes partenaires de l'Académie. En outre, des examens par les pairs ont également été réalisés pour assurer la qualité. De ce fait, la version 2.0 de l'Académie a pu être introduite en janvier 2012.

21. Pendant la période considérée, le Centre et ses partenaires ont organisé un certain nombre d'ateliers et de sessions de formation aux niveaux régional, sous-régional et national. Un élément clef de la stratégie du Centre consiste à former des instructeurs afin de créer localement un réservoir de spécialistes capables de présenter la formation de l'Académie aux niveaux sous-régional et national et d'en assurer ultérieurement l'adoption et l'institutionnalisation. On trouvera ci-dessous des détails sur ces ateliers:

a) Ateliers régionaux: Le Centre a organisé en février 2011 un atelier régional de formation d'instructeurs sur les modules 9 et 10 pour traiter de l'utilisation des TIC dans la gestion des risques de catastrophe et l'action face aux changements climatiques. Nombre des participants à cet atelier dispensent une formation portant sur ces modules, se font les champions du programme et s'emploient à promouvoir l'adoption des modules dans leur pays;

b) Ateliers sous-régionaux: En collaboration avec ses partenaires, le Centre a organisé en septembre 2011 un atelier sous-régional d'experts sur les modules 9 et 10 de l'Académie à l'intention des pays de la Communauté d'États indépendants et des pays russophones. Cet atelier a permis de revoir les projets de version russe des deux modules après leur localisation par le Centre national des technologies de l'information, partenaire de l'Académie au Kirghizistan. Ultérieurement, en juin 2012, un atelier de formation d'instructeurs a été organisé au Kazakhstan en collaboration avec le Bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale afin de renforcer les capacités institutionnelles locales pour la formation aux modules 9 et 10;

c) Ateliers nationaux: Depuis la dernière session du Comité, le Centre et ses partenaires de l'Académie ont organisé des ateliers et sessions de formation à l'échelon national à l'intention des décideurs, fonctionnaires et autres parties prenantes dans les pays suivants: Bangladesh, Bhoutan, Îles Cook, Îles Salomon, Indonésie, Kirghizistan, Maldives, Mongolie, Myanmar, Ouzbékistan, Palaos, Philippines, Samoa, Tadjikistan, Timor-Leste, Tuvalu et Viet Nam. En outre, le Centre et ses partenaires ont organisé des formations d'instructeurs à l'échelon national en Inde et au Tadjikistan. Ces ateliers et stages de formation ont porté sur différents modules du programme de l'Académie.



22. Le programme de l'Académie a été agréé par les parties prenantes des différents pays et a apporté une importante contribution au renforcement des capacités de TIC pour le développement de la région. On trouvera ci-après un aperçu de son impact:

a) Dans de nombreux pays, l'Académie a reçu l'aval immédiat des hauts fonctionnaires et elle est maintenant bien intégrée dans les cadres nationaux de renforcement des capacités, de sorte que ses programmes peuvent se dérouler de façon régulière sur une base autoentretenu. En voici quelques exemples:

i) Philippines: Le Conseil du Service des cadres de carrière a inscrit les modules de l'Académie au programme obligatoire de formation des fonctionnaires;

ii) Indonésie: L'Académie constitue désormais un élément fondamental du programme de formation des hauts fonctionnaires de l'information et fait l'objet d'un programme universitaire au niveau de la maîtrise;

iii) Mongolie: Le programme a été intégré par l'Académie de gouvernance dans les stages de formation régulièrement organisés à l'intention des fonctionnaires;

b) Les partenaires nationaux ont fait preuve de détermination dans la prise en charge du programme et ont organisé de nombreux ateliers de l'Académie de leur propre initiative;

c) Un vaste réseau de spécialistes-conseils dûment formés a été constitué et ces personnes ont été chargées de faciliter l'institutionnalisation du programme. Par ailleurs, le Centre a activement encouragé la coopération Sud-Sud par l'échange de spécialistes-conseils de l'Académie. Ainsi, d'anciens élèves russophones de l'Académie, du Kirghizistan et de Mongolie, ont collaboré à un atelier de l'Académie organisé au Tadjikistan, et un spécialiste indien a aidé à lancer l'Académie aux Maldives;

d) Les partenaires de l'Académie ont consenti d'importants investissements sur leurs ressources propres pour la mise en œuvre du programme, ce qui témoigne du vif intérêt qu'ils y portent.

e) Le programme a reçu l'appui d'organisations internationales et autres institutions de développement. L'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale ont apporté des fonds pour le lancement de l'Académie, respectivement dans la sous-région du Pacifique, au Kirghizistan, et en Mongolie. L'organisation non gouvernementale, Open Society Institute, a mobilisé des ressources pour l'adaptation locale du programme au Tadjikistan.

f) L'Académie a eu une influence positive sur les politiques nationales et institutionnelles. En voici quelques exemples:

i) Timor-Leste: À l'issue d'un atelier de l'Académie, le Gouvernement a pris des mesures pour mettre fin au monopole d'une compagnie de télécommunication afin d'introduire la concurrence et d'abaisser les prix pour les consommateurs.

ii) Inde: Après une formation de l'Académie portant sur les TIC et les changements climatiques, l'institution faîtière de la fonction publique a reconnu l'importance des économies d'énergie, a révisé sa politique institutionnelle et a organisé un audit de l'énergie;

g) L'Académie a catalysé l'action communautaire. Aux Maldives, après une formation sur l'application des TIC pour la gestion des catastrophes et l'action face aux changements climatiques, d'anciens élèves de l'Académie ont constitué une association désignée sous le nom de «Clean and Safe Maldives Initiative» («Pour des Maldives propres et sûres», qui entend promouvoir les objectifs de la formation, à savoir assurer un environnement propre et protéger le pays des catastrophes naturelles.

h) Au vu de l'intérêt que présente l'Académie dans divers contextes de développement, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont adopté ce programme dans leur région ou se proposent de le faire. La version africaine de l'Académie et sa version en ligne ont déjà été lancées, et la CESAO a obtenu un financement pour l'introduction du programme de l'Académie au titre de la huitième tranche du Compte de l'ONU pour le développement. À noter également que le Ministère des technologies de l'information et de la communication de Maurice a fait part de son intérêt pour les modules de l'Académie.

23. L'information reçue en retour des États membres et des participants au programme de l'Académie a fait apparaître la nécessité d'élargir le groupe des bénéficiaires des activités du Centre et d'aider à créer des capacités pour l'utilisation des TIC aux fins du développement non seulement au niveau des décideurs mais aussi chez les étudiants et chez les jeunes. Les jeunes d'aujourd'hui étant appelés à occuper les postes de direction de la société de demain et à assumer la responsabilité des politiques et décisions dans le monde universitaire, le secteur privé et la société civile, leur aptitude à percevoir et exploiter le lien entre les TIC et les objectifs de développement sera d'importance cruciale. De ce point de vue, il est essentiel de préparer une masse critique de futurs dirigeants et décideurs qui soient parfaitement au fait du potentiel des TIC pour le développement socioéconomique et possèdent toutes les compétences voulues pour exploiter ce potentiel. Cela est particulièrement vrai pour la région Asie-Pacifique qui compte plus de la moitié des jeunes du monde. En vue d'atteindre cet objectif, le Centre a lancé le programme «Faire des jeunes d'aujourd'hui les dirigeants de demain», qui vise à donner aux intéressés les compétences voulues pour l'application des TIC aux fins du développement socioéconomique.

24. Dans le cadre de ce programme en faveur des jeunes, le CAPFTIC a offert des stages et autres possibilités professionnelles, y compris des conseils et tutorats, aux étudiants des universités afin de leur donner une expérience pratique de l'utilisation des TIC aux fins du développement et de les sensibiliser au potentiel de la technologie pour accélérer le développement socioéconomique. Cette initiative s'est poursuivie en 2011 et 2012, et 50 étudiants au total ont participé à des stages et autres activités organisés au Centre au cours desquels ils ont apporté leur contribution à l'amélioration des moyens de formation en ligne et à l'élaboration des modules 9 et 10, effectué des recherches documentaires et aidé à organiser des ateliers régionaux du Centre. Certains des participants venaient de pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dans

le cadre d'un programme d'échanges et avaient été désignés pour travailler au CAPFTIC dans un partenariat plus large entre le Centre, le Ministère des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée et l'Université de Daejeon.

25. Suite au programme «Faire des jeunes d'aujourd'hui les dirigeants de demain», le Centre a lancé en août 2010 un projet intitulé «Renforcer les TIC pour l'éducation au développement dans les établissements d'enseignement supérieur» à l'appui des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014).<sup>13</sup> Ce projet doit permettre de faire plus de place à l'utilisation des TIC aux fins du développement dans les programmes à différents niveaux des universités de la région Asie-Pacifique et jouer un rôle de sensibilisation auprès des pouvoirs publics et des responsables des universités. Pour ce projet, le Centre a mis au point un programme de publications spécialisé destiné aux universités et désigné sous le nom de «Série d'initiation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement à l'intention des jeunes» le premier numéro de la série, intitulé «Primer 1: an Introduction to ICT for Development»<sup>14</sup> a été présenté à Bakou en février 2010. Ce numéro a été établi à l'issue d'une étude systématique des besoins et compte tenu des observations reçues de 84 sources au cours de 4 cycles d'examen. Deux ateliers d'expérimentation sur le terrain, organisés l'un au Myanmar et l'autre aux Philippines, et un atelier régional de formation d'instructeurs ont également eu lieu en 2011 pour la mise au point définitive du texte.

26. La Série d'initiation a déjà recueilli des résultats positifs dans l'ensemble de la région comme on peut en juger ci-après:

- a) Au total, 16 États membres se sont déclarés désireux d'utiliser la série;
- b) La sous-région du Pacifique et cinq pays, à savoir l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, le Kazakhstan, les Maldives et Sri Lanka, ont commencé à utiliser la série;
- c) Les décideurs de 33 pays ont été sensibilisés à l'importance de la formation aux TIC pour le développement;
- d) Les capacités institutionnelles et le réservoir de personnel local chargé de la formation en matière de TIC pour le développement ont été renforcés dans 71 universités;
- e) L'adaptation par les partenaires de la Série d'initiation en bahasa indonésien, russe et tadjik est en cours, ce qui témoigne de la prise en charge locale. Des versions dans d'autres langues telles que l'azéri, le kazakh, le mongol, le singhalais et le tamoul, sont prévues;
- f) La Série d'initiation a été rendue disponible pour le téléapprentissage en ligne et un meilleur accès;
- g) La Série d'initiation a été institutionnalisée avec succès dans un certain nombre de pays dont les suivants:

<sup>13</sup> Voir résolution 57/254 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 2002.

<sup>14</sup> Voir <http://www.unapcict.org/ecohub/primer-1-an-introduction-to-ict-for-development>

i) Azerbaïdjan: L'Université de Qafqaz a utilisé cette série dans des séminaires organisés à l'intention d'étudiants de 12 universités;

ii) Sri Lanka: Le Ministère de l'enseignement supérieur prévoit d'adopter la Série d'initiation dans 15 universités à compter de septembre 2012;

iii) Tadjikistan: Après adaptation en tadjik, des conférences ouvertes à tous portant sur la Série d'initiation se tiendront dans 15 universités.

27. Dans l'avenir proche, le CAPFTIC prévoit de mettre au point de nouveaux numéros de la Série d'initiation portant par exemple sur le recours aux TIC pour la gestion des risques de catastrophe ou la croissance verte, et de prendre contact avec les décideurs et administrateurs des universités en vue d'élargir l'utilisation de cette ressource. Il intensifiera ses contacts avec les universités ouvertes en vue de diffuser plus largement la version en ligne de la série.

28. Outre la mise au point de programmes tels que l'Académie et le programme «Faire des jeunes d'aujourd'hui les dirigeants de demain», le Centre organise sur demande des ateliers et sessions d'information sur différents thèmes relatifs à l'utilisation des TIC pour le développement à l'intention de fonctionnaires, d'étudiants et autres groupes bénéficiaires de l'ensemble de la région. Les sujets traités récemment à ces occasions ont compris notamment la gouvernance en ligne et le renforcement des capacités des jeunes en matière de TIC pour le développement. Le Centre a collaboré avec différents partenaires, notamment des organismes officiels de la République de Corée et d'autres pays, des établissements de formation et universités, à l'organisation de ces ateliers et sessions.

29. Dans le cadre de son pilier formation, le Centre a organisé pendant la période considérée et en collaboration avec ses partenaires 82 ateliers et sessions de formation portant sur ses programmes de renforcement des capacités d'utilisation des TIC aux fins du développement. Si l'on tient compte des inscriptions en ligne, dont il sera question plus loin, l'action de formation du Centre a permis d'atteindre 4972 participants.

## **B. Plateforme numérique pour l'apprentissage en ligne**

30. L'Académie virtuelle du Centre<sup>15</sup> constitue sa plateforme d'apprentissage numérique. Elle offre tous les modules de l'Académie sous forme de conférences vidéo en ligne et de présentations Powerpoint synchronisées. Vu les limites de l'organisation d'ateliers en salle, elle offre un nouveau champ au programme de l'Académie de sorte que quiconque à accès à Internet peut profiter de l'expérience de formation virtuelle de l'Académie «en tout lieu et en tout temps». L'Académie virtuelle permet à ses utilisateurs d'adapter le rythme de leur apprentissage à leurs possibilités et minimise les inconvénients que présente, sur le lieu de travail, l'envoi d'une personne à un atelier de formation.

31. L'utilisation de la Plateforme virtuelle de l'Académie a augmenté sensiblement pendant la période considérée, et les versions localisées en bahasa indonésien et en russe mises en ligne pendant la période précédente

---

<sup>15</sup> Voir <http://e-learning.unapcict.org>

continuent d'être utilisées par un nombre croissant d'apprenants. Une version DVD-ROM améliorée est maintenant disponible. Cette dernière est particulièrement intéressante pour les pays ayant des besoins particuliers, y compris les petits États insulaires en développement qui, bien souvent, n'ont pas ou n'ont guère accès à l'Internet.

32. Si l'on tient compte des inscriptions à l'Académie virtuelle du Centre et de la distribution des DVD-ROM correspondants, la Plateforme a été utilisée dans 144 pays et territoires. Pour en étendre la portée et l'impact, notamment en faveur des étudiants et des jeunes, le Centre est en pourparlers avec les programmes de téléenseignement d'universités ouvertes telles que l'Indira Gandhi National Open University en Inde, l'Université ouverte des Philippines, et l'Université du Pacifique Sud. On notera également que le premier numéro de la Série d'initiation a été mis en ligne sur le site d'apprentissage à distance de l'Académie virtuelle en février 2012.

33. On trouvera ci-après quelques exemples de l'adoption de l'Académie virtuelle du CAPFTIC:

a) Indonésie: L'Université d'Indonésie utilise régulièrement les modules de l'Académie virtuelle du Centre;

b) Inde: Le Département des technologies de l'information a fait des modules en ligne le sujet d'un stage de formation obligatoire destiné à environ 400 personnes recrutées dans le secteur privé pour faire partie des équipes informatiques officielles au niveau des provinces ou des États;

c) Cyberuniversité de l'ASEAN: L'Académie virtuelle est en cours d'adoption pour le téléapprentissage dans les pays membres de l'ASEAN dans le cadre d'un partenariat du Centre avec la Cyberuniversité de Séoul;

### **C. Plateforme numérique pour le partage du savoir**

34. Le partage du savoir joue un rôle essentiel pour le développement des capacités humaines et institutionnelles en matière de TIC pour le développement car il favorise le réseautage et les partenariats, ainsi que l'apprentissage par les pairs et permet aux utilisateurs d'éviter les efforts inutiles et le gaspillage de ressources. Le Centre s'est donc activement employé à mettre en place des plateformes en ligne pour promouvoir le partage du savoir relatif aux TIC.

35. Centre de coopération électronique: Le CAPFTIC exploite une plateforme de partage du savoir dite Centre de coopération électronique ou «e-Co Hub»<sup>16</sup>. qui offre, à partir de diverses sources, une large gamme de ressources sur l'utilisation des TIC pour le développement, notamment des études de cas, documents analytiques, publications de recherche, liens sur le Web et présentations Powerpoint. L'utilisation de ce Centre a continué à se développer pendant la période considérée. On a enregistré plus de 60 000 visiteurs uniques pour 580 ressources disponibles. En outre, avec l'appui de la Division des technologies de l'information et de la communication et de la réduction des risques de catastrophe de la CESAP, quatre études de cas portant sur le rôle des TIC dans la réduction des risques de catastrophe ont

<sup>16</sup> [www.unapcict.org/ecohub](http://www.unapcict.org/ecohub).

été mises en ligne pour compléter le programme régional de formation d'instructeurs du Centre sur les modules 9 et 10.

36. Centre électronique de ressources pour les partenaires de l'Académie: En janvier 2011, le CAPFTIC a lancé le Centre électronique de ressources pour les partenaires de l'Académie, qui offre à ses partenaires une source de connaissances spécialisées. Ce Centre a pour membres 57 institutions de 25 pays ou sous-régions de l'Asie et du Pacifique, qui utilisent ses ressources pour adapter et localiser le programme de l'Académie dans leurs propres organisations, pays ou sous-régions, participer à des réseaux et partager leur expérience, ainsi que les sous-produits et résultats de leurs propres programmes de manière à favoriser un apprentissage mutuel. Les membres du Centre électronique de ressources ont également accès à des produits qui sont en cours d'élaboration et ne sont pas encore disponibles pour diffusion générale chez les spécialistes. Par ailleurs, outre qu'il donne accès à des documents de recherche, le Centre met à disposition des ressources telles que les boîtes à outils pour le lancement du programme de l'Académie, qui contiennent un guide complet pour l'adoption de ce programme ainsi que les vidéos et présentations Powerpoint utilisées pour les ateliers de formation de l'Académie dans les différents pays.

37. Communauté de pratique: Le CAPFTIC a lancé une plateforme de collaboration en ligne dite Communauté de pratique,<sup>17</sup> qui permet aux apprenants et aux experts de partager leurs connaissances et les meilleures pratiques en matière d'utilisation des TIC pour le développement. Lancée en août 2012, cette communauté vient à l'appui de la Série de partage du savoir du Centre, qui est conçue pour la mise en commun de directives détaillées sur le développement des capacités de TIC (on trouvera plus de détails à ce sujet dans la section relative à la recherche). Elle se trouve sur le site de l'Académie virtuelle du Centre et comprend des forums sur la cybersécurité et le renforcement des institutions de TIC pour le développement, qui sont présentés par des experts. Les participants peuvent lancer un nouveau sujet de discussion et poser des questions sur la prise de décision, ou encore communiquer des dossiers pour le partage de connaissances. Cette communauté permet également aux participants possédant les connaissances et compétences requises de répondre à des questions et demandes et de mettre en ligne du matériel pertinent.

## **D. Recherche**

38. Les travaux de recherche et d'analyse sont essentiels pour permettre au Centre d'apporter un appui technique aux organismes officiels et institutions de formation et pour assurer la qualité de ses programmes. Outre les modules de l'Académie, le CAPFTIC a élaboré, en totalité ou en partie, 116 produits de savoir depuis 2007 dont notamment des publications, manuels, documents techniques, dossiers d'information et périodiques.

39. Série de notes d'information et Série des études de cas: La Série de notes d'information du CAPFTIC,<sup>18</sup> lancée au cours de la précédente période examinée, présente, à l'intention des décideurs, des informations directement accessibles sur les principaux points figurant à l'ordre du jour du Centre. La note d'information 9, relative aux TIC pour la gestion des

---

<sup>17</sup> <http://e-learning.unapcict.org/cop>

<sup>18</sup> <http://unapcict.org/ecohub/ictd-briefing-note-series-2011>

risques de catastrophe, qui a été élaborée à partir du module 9 de l'Académie est la dernière en date. La série a été traduite en russe et les notes d'information 1, 2 et 3, qui ont été traduites par les partenaires du Centre, sont maintenant disponibles en birman et en ouzbek. La Série des études de cas<sup>19</sup> gérée par le Centre offre une analyse et une compilation des meilleures pratiques et des études de cas sur les différents aspects de l'utilisation des TIC pour le développement dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique à l'intention des fonctionnaires des gouvernements, des établissements de formation, des organismes non gouvernementaux, chercheurs et groupes locaux. À ce jour, environ 1 000 notes d'information et 1 000 exemplaires de la Série des études de cas ont été envoyés dans 29 pays à des organismes tels que ministères, établissements de formation, bibliothèques nationales, universités, missions diplomatiques et partenaires de l'Académie.

40. Série de partage du savoir: Pour développer encore le partage du savoir et répondre aux demandes croissantes de directives et outils pratiques sur l'élaboration de politiques des TIC pour le développement qu'il a reçues des États membres et des participants aux ateliers de l'Académie, le Centre a élaboré, en collaboration avec le Ministère de la stratégie et des finances du Gouvernement de la République de Corée un projet tendant à faire paraître une publication intitulée «Série de partage du savoir». Destinée aux responsables des politiques et aux fonctionnaires des gouvernements, cette série doit fournir des directives détaillées pour l'adoption et la gestion d'initiatives efficaces en matière de TIC pour le développement, notamment dans le contexte d'un pays en développement. Pour veiller à ce que cette série corresponde aux besoins réels des décideurs et parties prenantes en matière de TIC, le Centre a procédé à une enquête approfondie en ligne sur les besoins des décideurs et fonctionnaires, des partenaires de l'Académie et autres parties concernées de la région qui lui a permis d'obtenir 97 réponses de 32 pays. Deux numéros de cette série portant l'un sur la cybersécurité et l'autre sur le renforcement des institutions traitant des TIC pour le développement, ont été élaborés et présentés le 16 juin 2012, jour du sixième anniversaire de la création du Centre. Des versions d'apprentissage à distance et en ligne de ces deux numéros ont également été lancées. Exemple de l'approche intégrée du Centre dans ses divers programmes, la Communauté de pratique en ligne complétera les deux publications précitées et aidera à promouvoir les échanges de vues et d'information entre les parties prenantes.

41. Terminologie courante à l'intention des décideurs et fonctionnaires et Répertoire des établissements de formation à l'utilisation des TIC pour le développement dans la région Asie-Pacifique:<sup>20</sup> Vu la rapidité du progrès technologique, de nouveaux termes informatiques apparaissent constamment, ce qui a incité le Centre à établir à l'intention des décideurs une liste de plus de 400 termes relatifs aux TIC qui a été publiée sous le titre «Everyday ICT Terms for Policymakers and Government Officers». Cette publication a été mise en ligne sur le site du CAPFTIC en juin 2011. Le Centre a également établi un répertoire des établissements de formation à l'utilisation des TIC pour le développement de la région Asie-Pacifique, qui donne des renseignements sur environ 70 institutions offrant des programmes de renforcement des capacités en matière de TIC à des fins de

<sup>19</sup> <http://unapcict.org/news/newsletter/un-apcict-announce/apcict-publishes-ictd-case-study-series/?searchterm=APCICT> Case Study Series

<sup>20</sup> <http://unapcict.org/ecohub/directory-of-ict-for-development-ictd-training-institutions-in-the-asia-pacific-and-everyday-ict-terms-for-policymakers-and-government-officers/?searchterm=Glossary>

réseautage ou de collaboration. Ce répertoire est disponible sur le site Web du CAPFTIC.

### **E. Services consultatifs**

42. Apports techniques et consultatifs de l'Académie: Dans le cadre de son approche programmatique intégrée, le Centre a fourni une aide technique et consultative aux États membres et aux partenaires de l'Académie en matière de formation et d'utilisation des TIC pour le développement. Cette aide a porté notamment sur l'adaptation du contenu de l'Académie, la traduction ou la localisation des modules et l'institutionnalisation du programme de l'Académie dans les cadres nationaux de formation; le Centre a également donné des avis sur les nouvelles possibilités de mobilisation de ressources. En matière de services consultatifs, il a eu de larges contacts avec de nombreuses parties prenantes des États membres pour les sensibiliser à l'importance du renforcement des capacités d'utilisation des TIC pour le développement et pour les aider à définir des plans d'action concernant l'introduction – et dans certains cas l'extension – du programme de l'Académie aux niveaux national et sous-régional.

43. Cadre de suivi et d'évaluation et boîte à outils de l'Académie: Depuis son institution, le programme de l'Académie s'est développé rapidement avec le ferme appui d'un large réseau de partenaires nationaux et régionaux. Parallèlement à cette expansion, le Centre a mis en place un cadre structuré de suivi et d'évaluation, qui fixe des méthodes permettant de déterminer les progrès et l'impact de l'Académie. Il a ensuite élaboré un projet de boîte à outils compte tenu de l'information reçue à la troisième réunion des partenaires de l'Académie, tenue en octobre 2011, ainsi que des résultats d'une enquête en ligne adressés à plus de 50 représentants des partenaires de l'Académie. Le projet de boîte à outils est actuellement à l'essai et devrait être bientôt finalisé et lancé. Une fois achevé, il constituera pour le Centre et ses partenaires une précieuse ressource qui pourra être utilisée pour l'élaboration de normes de compétence en ligne.

### **F. Promotion de la coopération multilatérale**

44. Forum régional: Le CAPFTIC occupe une place unique dans la région Asie-Pacifique en tant que Centre de renforcement des capacités humaines et institutionnelles en matière de TIC. Exploitant cette situation de plateforme de partage du savoir, il a organisé le deuxième Forum quinquennal régional Asie-Pacifique sur le développement des capacités humaines en matière de technologies de l'information et de la communication: Où en sommes nous, où allons nous, et que faut-il pour répondre aux besoins? Ce Forum s'est tenu à Incheon et Cheonan (République de Corée) du 24 au 28 octobre 2011.

45. Le Forum a marqué l'achèvement du premier quinquennat de fonctionnement du CAPFTIC. Il a permis d'étudier la situation et les tendances récentes du renforcement des capacités pour l'utilisation des TIC aux fins du développement dans la région, et a donné lieu à une concertation efficace entre les 250 participants qui comprenaient des décideurs de haut niveau de 38 pays et de 8 organisations régionales ou internationales. Le Forum a contribué à la réalisation d'un consensus et à une prise de conscience quant aux domaines clés de l'application des TIC au développement, notamment la cybersécurité et la formation des jeunes, et il a mobilisé les parties prenantes en faveur de l'élaboration d'un plan



d'action concerté pour l'avenir. Cette réunion a reçu une large couverture dans les médias sous forme tant imprimée qu'électronique, et a fait l'objet d'une vingtaine d'articles. Elle a considérablement renforcé la visibilité des travaux du CAPFTIC et de la CESAP en République de Corée et dans toute la région Asie-Pacifique et a appuyé l'effort de mobilisation de ressources du Centre, qui est entièrement financé grâce à des contributions extrabudgétaires.

46. Réunions de partenaires de l'Académie: Le Centre s'est employé à renforcer la coopération multilatérale en organisant des réunions de partenaires de l'Académie, qui ont eu lieu en 2010 et 2011 et auxquelles étaient représentés à la fois les partenaires actuels et des partenaires potentiels. Ces réunions ont permis aux partenaires de l'Académie d'évaluer collectivement les progrès réalisés dans l'exécution du programme et d'indiquer les besoins émergents; elles ont également permis aux partenaires et représentants des États membres de partager leur expérience en matière de TIC pour le développement, d'apprendre de leurs collègues et d'échanger les meilleures pratiques. On y a noté en particulier la nécessité de présenter des études de cas locales pour le programme de l'Académie et de renforcer son suivi et son évaluation.

## **G. Activités de vulgarisation et partenariats**

47. Le Centre a continué à développer ses activités de renforcement des capacités par divers moyens. Depuis sa création, le site Web du Centre a reçu 165 477 visiteurs uniques de 219 pays et territoires. Le Centre a également diffusé des communiqués de presse pour encourager la couverture dans les médias de ses activités et des ateliers organisés en collaboration avec ses partenaires. Il a fait au total l'objet de 184 présentations dans les médias, et des représentants du Centre ont fait des exposés à l'occasion d'importantes conférences et réunions telles que la Réunion des ministres des TIC pour la région du Pacifique tenue à Nouméa (Nouvelle Calédonie) en avril 2011, le Colloque de l'ASEAN sur la connectivité tenu à Bali (Indonésie) en novembre 2011, et le 22<sup>ème</sup> Forum international de la jeunesse sur le progrès technologique et la société de l'avenir, qui a eu lieu à Séoul en août 2011.

48. Au cours de la période considérée, le nombre des partenaires du Centre est passé à 89; il comprend des organismes du gouvernement hôte (14), des organismes d'autres gouvernements de la région (26), des institutions des Nations Unies et organisations internationales (19), des universités et instituts de recherche (19), des organisations privées (9) et des organismes de la société civile (2). Le Centre a défini sa stratégie de partenariat selon l'approche «We DID it in Partnership», où le mot «DID» signifie «develop, implement and deliver» (élaborer, mettre en œuvre et présenter). Cette approche s'appuie sur l'établissement d'une collaboration stratégique avec les partenaires et parties prenantes et sur leur participation soutenue à toutes les étapes des programmes afin d'obtenir un «effet multiplicateur». Les trois éléments clefs de cette approche sont a) agir en partenariat avec le Gouvernement et les institutions du pays hôte b) agir en partenariat à toutes les étapes de l'élaboration et de l'exécution des projets, depuis leur conception et jusqu'après leur exécution et c) exploiter et promouvoir les partenariats entre les partenaires eux-mêmes, notamment pour leur assurer des moyens efficaces de partage du savoir et pour les informer des possibilités d'apprentissage et de financement correspondant à leurs besoins.

49. À ce stade, le Centre a signé des accords de partenariats pour l'application du programme de l'Académie avec des entités des sous-régions de l'Asie centrale et du Pacifique, ainsi que des pays suivants: Afghanistan, Bhoutan, Cambodge, Inde, Indonésie, Kirghizistan, Mongolie, Myanmar, Ouzbékistan, Philippines, Tadjikistan, Timor-Leste et Viet Nam. Six de ces accords de partenariats ont été signés en 2011 et 2012 avec les organismes ci-après: l'Institut royal d'administration du Bhoutan, le Centre national de l'informatique des Philippines, l'Open Society Institute Assistance Foundation du Tadjikistan, l'Académie nationale d'administration Lal Bahadur Shastri de l'Inde, l'Université du Pacifique Sud (sous-région du Pacifique), et le Réseau de recherche et d'éducation pour l'Asie centrale (sous-région d'Asie centrale).

50. L'approche fondée sur le partenariat pratiquée par le Centre a encouragé de nombreux partenaires à faire proactivement des exposés en vue de promouvoir ou d'utiliser les programmes de renforcement des capacités du Centre en matière de TIC, ce qui témoigne de l'intérêt qu'ils y portent. Ainsi, l'Annenberg School for Communication de l'Université de Pennsylvanie a décidé d'utiliser les modules de l'Académie pour ses programmes de formation sur les TIC en Géorgie, au Kirghizistan et en Moldavie.

## H. Questions diverses (Conseil d'administration)

51. Le Conseil d'administration se réunit chaque année pour passer en revue la situation administrative et financière du Centre, les travaux accomplis au cours de la période précédente et le programme de travail de l'année suivante. Les cinquième et sixième sessions du Conseil ont eu lieu respectivement en Indonésie (décembre 2010) et en République de Corée (octobre 2011). Au cours de ces sessions, les membres du Conseil se sont félicités des travaux du Centre en matière de renforcement des capacités et ont recommandé que l'on s'efforce d'en accroître la visibilité à l'échelon national. Ils ont appuyé la stratégie opérationnelle du Centre pour 2011-2016 et approuvé l'accent mis par Centre sur la constitution de partenariats stratégiques avec diverses parties prenantes.<sup>21</sup>

## IV La voie à suivre

52. Au cours de la période à venir, le Centre continuera d'organiser ses programmes et activités en fonction des besoins régionaux et nationaux associés au renforcement des capacités humaines et institutionnelles en matière de TIC pour le développement. Il s'emploiera notamment à favoriser la réalisation de l'objectif de la Commission: un développement économique et social inclusif et durable dans la région.

53. Le Centre redoublera d'efforts pour répondre à la demande croissante de services de renforcement des capacités de la part des États membres. Il travaillera à établir des contacts avec un plus grand nombre de décideurs, notamment aux niveaux local ou provincial, grâce au programme de l'Académie et à sa version en ligne, présentera le programme à de nouveaux pays, renforcera le réservoir de spécialistes locaux et continuera à localiser le contenu de la formation.

<sup>21</sup> Pour le rapport du Conseil d'administration sur sa cinquième session, voir E/ESCAP/67/10, annexe III. Pour le rapport sur la sixième session, voir E/ESCAP/68/12

54. Étant donné la prolifération des médias sociaux et le potentiel que présente leur utilisation pour la réalisation des objectifs de développement, le Centre se propose d'introduire de nouveaux éléments de formation sur les médias sociaux aux fins du développement socioéconomique.

55. Le programme «Faire des jeunes d'aujourd'hui les dirigeants de demain» fera l'objet d'une action de promotion intensive grâce à des partenariats stratégiques avec les décideurs et les réseaux universitaires afin que la Série d'initiation puisse être utilisée pour donner une plus large place à l'utilisation des TIC pour le développement dans les programmes des établissements d'enseignement supérieur de la région. Le Centre envisagera également les sujets dont il pourrait traiter dans de nouveaux numéros de la Série d'initiation compte tenu des besoins des jeunes en matière de renforcement des capacités.

56. On s'emploiera tout particulièrement à associer des chercheurs et universitaires des pays en développement aux travaux de recherche du Centre. Cela permettrait non seulement d'augmenter ses capacités de recherche mais aussi de sensibiliser les milieux universitaires de ces pays à l'utilisation des TIC pour le développement et de renforcer leurs capacités à guider la réflexion à l'échelon national sur les problèmes de la valorisation des ressources humaines dans ce domaine.

57. Un autre domaine auquel le Centre accordera une attention particulière concerne l'élargissement du nombre de bénéficiaires des programmes de formation du Centre de manière à y inclure de nouveaux segments tels que les organismes médiatiques et la société civile.

58. Le Centre continuera à renforcer les capacités de ses partenaires pour l'évaluation et le suivi de ses programmes de renforcement des capacités en matière de TIC pour le développement. La boîte à outils de l'Académie sera mise au point et une aide apportée aux partenaires pour qu'ils l'adaptent et l'adoptent au niveau national. On a proposé la mise au point d'une boîte à outils similaire pour la Série d'initiation en vue d'en mesurer l'impact pour sensibiliser professeurs et étudiants des universités à la question des TIC pour le développement et d'obtenir leurs réactions quant aux améliorations possibles.

59. Pour faciliter le partage du savoir sur l'utilisation des TIC pour le développement, le Centre continuera d'encourager ses partenaires à recueillir et diffuser des études de cas et des pratiques performantes. Celles-ci pourront être utilisées pour adapter les modules de l'Académie et la Série d'initiation et pour compléter la formation donnée par le personnel local au niveau national et sous-régional. Simultanément, on s'emploiera à encourager vivement l'utilisation de la nouvelle Communauté de pratique du Centre afin qu'elle puisse constituer un moyen efficace de partage du savoir.

60. Conformément à son principe fondamental, le Centre continuera de donner la priorité à une étroite intégration entre ses différents piliers – formation, recherche et partage du savoir, services consultatifs, et coopération multilatérale – afin de renforcer la portée et l'impact de chacun deux.

61. Le Centre se propose de relever un certain nombre de défis dans la planification et l'exécution de ses activités au cours de la période à venir. L'un d'entre eux est lié à l'effectif limité dont il dispose pour répondre à la

demande croissante de ses programmes et services. Un autre a trait à la nécessité de trouver des partenaires nationaux et sous-régionaux pour l'exécution de stratégies permettant d'accroître sa visibilité et l'impact de ses travaux dans la région. Il y a lieu de mentionner enfin la nécessité de mobiliser des ressources de manière permanente et de diversifier les sources de financement du Centre.

## V. Questions à examiner

62. Le CAPFTIC sollicite les directives et le soutien du Comité pour l'exécution de sa mission de renforcement des capacités de TIC pour le développement dans la région. Le Comité voudra peut-être également se prononcer sur les questions suivantes:

a) Stratégies permettant d'accroître l'appui financier et institutionnel en faveur de l'action de renforcement des capacités pour l'utilisation des TIC aux fins du développement dans les États membres de la CESAP;

b) Moyens de mobiliser l'appui des partenaires nationaux pour des initiatives de communication tendant à accroître la visibilité des programmes du Centre qui permettraient de constituer une plus large base de partenariat et d'obtenir des ressources additionnelles pour l'exécution au niveau des pays;

c) Recherche d'approches novatrices pour développer la coopération Sud-Sud en matière de renforcement des capacités de TIC pour le développement, notamment dans le domaine du partage de connaissances et de l'apprentissage transfrontières;

d) Mesures à prendre pour faire accorder la priorité à la valorisation des ressources humaines de TIC dans les grandes instances mondiales de développement.

---